



Journal de l'arme blindée



Dans cette revue

Bosnie : le point de vue d'un chef de troupe

Réflexions sur la reconnaissance

La troupe d'assaut du Royal Canadian Dragoons en Somalie

Intégration de la technologie occidentale aux véhicules blindés de combat de l'ancienne Union Soviétique

L'épuisement au combat

Le magazine du Corps blindé

Rédacteur en ChefLcol C.J.R. Davis
Rédacteur.....Capt R.C. Rankin
Conception graphique et maquette.....DAdmin M2

Journal de l'Arme blindée

Le Journal de l'Arme blindée est publié avec l'autorisation du Vice-chef de l'état-major de la Défense. Le Journal de l'Arme blindée est la revue du Corps blindé royal du Canada. Publié deux fois par année, ce journal donne des renseignements d'ordre professionnel et sert de forum pour l'échange d'idées et d'opinions. Les points de vue et opinions exprimés dans cette revue sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion ou la politique officielle du MDN. Les articles, suggestions et critiques sont bienvenus. Le rédacteur se réserve le droit de rejeter ou d'annoter tout document soumis pour publication. À moins d'arrangements préalables, tous les articles soumis seront considérés propriété de sa majesté. Veuillez envoyer vos articles, documents ou commentaires au :

Rédacteur
Journal de l'Arme blindée
BFC Gagetown
Oromocto (N.B.)
E0G 2P0

Avis aux lecteurs désireux de faire publier un article.

Sujets

Nous nous intéressons à tous les sujets relatifs à l'Arme blindée qui pourraient retenir l'attention du personnel de l'Arme blindée comme des articles sur la recherche et le développement, sur le personnel, l'instruction, la tactique et l'histoire.

Style

Nous préférons les articles qui se lisent facilement, et dont le style soit adapté au contenu. Tous les articles doivent être tapés à double interligne et d'un seul côté de la feuille. Les articles ne devraient pas compter plus de 2000 mots. Seuls les sujets de nature non classifiée peuvent être présentés. Les articles sont publiés dans les deux langues officielles.

Illustrations

Tout travail artistique (croquis, photographies en noir et blanc ou couleurs, cartes, dessins au trait, diagrammes, etc.) rehausse la présentation et la compréhension d'un article. Le matériel utilisé doit être nettement découpé et faire contraste. Les photos délavées, grises, imprécises ou très agrandies ne se reproduisent pas bien. N'envoyez pas de photocopies.

Prochain numéro date limite de
soumission

Vol. 27 no. 3

15 avril 1995



A-JS-050-004/JD-001

Table des matières

GÉNÉRAL

Avant-propos du Colonel Commandant	2
Avant-propos du directeur de l'Arme blindée.....	3
Le coin du rédacteur	4

ARTICLES

Bosnie : le point de vue d'un chef de troupe.....	5
Réflexions sur la reconnaissance	11
La troupe d'assaut du Royal Canadian Dragoons en Somalie	15
Intégration de la technologie occidentale aux véhicules blindés de combat de l'ancienne Union Soviétique	22
Réorganisation de l'École de l'Arme blindée	25
L'épuisement au combat	27

HISTORIQUE

Le magazine du Corps blindé	30
-----------------------------------	----

**Journal de
l'Arme blindée**

CANADA

A vant-propos du Colonel commandant

GÉNÉRAL

Au moment où j'écris ces lignes, nous attendons tous les recommandations du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes chargé de passer en revue notre politique de défense, ainsi que la publication d'un Livre blanc sur le sujet. L'Armée de terre a bien su présenter son concept de la polyvalence au combat, c'est-à-dire la capacité d'appliquer efficacement une puissance dans tout le cadre d'opérations soutenues, en amalgamant toutes les fonctions applicables.

J'ai bonne confiance que les recommandations du Comité nous seront favorables et reconnaîtront que l'armée de terre a besoin d'un effectif accru et d'un équipement plus moderne pour remplir ses engagements actuels et futurs. Toutefois, d'autres facteurs risquent d'influencer les décisions gouvernementales. En effet, la situation financière du pays, et plus particulièrement la volonté de réduire le déficit et la dette ainsi que de restructurer le régime de sécurité sociale, et les recommandations du comité mixte parlementaire sur les affaires extérieures vont elles aussi peser dans la balance. Quand on réalise que le budget de la Défense constitue une partie importante des dépenses discrétionnaires du gouvernement, et qu'on songe aux réductions budgétaires déjà annoncées ou à venir, on peut penser que



les résultats du présent exercice vont nous laisser quelque peu sur notre appétit.

J'espère avoir tort. Cependant, si j'ai raison, il nous faudra continuer de nous battre pour essayer d'obtenir ce dont nous croyons que le Canada a besoin pour assurer sa sécurité et défendre ses intérêts en matière de politique extérieure dans ce

monde en mutation qui est le nôtre. Nous devons également défendre notre rôle dans l'ensemble de la force de combat. Nous sommes au service de notre pays et cela signifie que chacun devra aussi offrir un rendement maximum et ne pas se laisser décourager par l'adversité mais plutôt voir le tout comme un défi.

Le Canada s'apprête à célébrer le 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale; profitons-en pour nous souvenir et nous inspirer de la détermination et du dévouement de nos compatriotes qui ont répondu à l'appel et relevé le défi ultime de notre profession.

Juël Gutknecht

Le Colonel Commandant de l'Armée blindée
Le Lt gén J.A.R. Gutknecht,
CMM, OSTJ, CD

A vant-Propos du Directeur de l'Arme blindée



Comme preuve que la turbulence mentionnée par le Colonel Peter Leentjes dans le dernier Journal continue, je me retrouve assis dans la chaise du Directeur. C'est un privilège que d'assumer la position, et je le fais en toute connaissance des défis auxquels nous aurons à faire face. En votre nom, je remercie le Colonel Peter pour son dévouement et son leadership. Sa prodigieuse intelligence sera maintenant pointée en direction de la revue du développement professionnel de nos officiers. M'accompagnant est le nouveau SMR du Corps, l'Adjud Charest. Nous aurons besoin de vos idées pour demeurer efficaces en poste.

Trois thèmes guideront mes actions initialement : la stabilité, le travail d'équipe, et la protection de nos valeurs.

Bien que même la position de Directeur ait été touchée par les changements, c'est mon intention de poursuivre les politiques de mes prédécesseurs; le Corps doit prendre le temps de s'ajuster aux changements actuels et futurs. Le sens d'équipe du Corps doit recevoir notre appui d'autant plus que nos effectifs diminuent : l'esprit régimentaire peut être promu sans réduire l'esprit et le bien-être du Corps. La Force totale a fonctionné en 1990 en opérations à Chypre. Elle fonctionne en 1994, mais nous devons voir à la prochaine étape du processus. La représentation des valeurs du Corps n'est pas simplement le travail de l'Association : c'est notre besogne à tous. Ne manquons pas la chance de passer notre message. Le Guide de l'Arme blindée est notre bible à ce sujet. Il sera mis à date annuellement : envoyez vos commentaires.

Le Brigadier-général Radley-Walters dit souvent que l'efficacité d'une organisation est liée au standard de son leadership, de son équipement et de son entraînement. Le leadership du Corps se mesure plus que favorablement à celui des autres Corps

et Services. Notre équipement n'est pas le meilleur, mais nous prendrons bientôt livraison de nouveaux véhicules, et nos officiers d'état-major sont très bien positionnés pour la prochaine ronde d'achats. L'entraînement est notre plus grand défi de leadership. Je lance un appel à tous les chefs, de commandant à chef d'équipage, pour rendre l'entraînement intéressant et pertinent. Il existe de nouvelles méthodes de gestion de l'instruction individuelle; mais celles-ci, une fois incorporées, nous épargnerons des ressources. L'entraînement collectif est difficile compte tenu nos missions opérationnelles. Mais il existe du bon entraînement, et nous devons maximiser son efficacité et sa rétention.

Pendant que j'aborde le sujet de l'entraînement, il me faut marquer l'ouverture de l'École de Combat de l'Arme blindée à Gagetown. En plus d'ajouter une unité à notre Corps, nous pourrions désormais mieux servir les besoins en instruction de nos personnels. Le Lcol Hirschfeld et l'Adjud Brown sont en train de mettre sur pied une organisation de première classe.

Le Journal de l'Arme blindée continue sa vocation de débattre les questions importantes au Corps. Les articles dans ce numéro reprendront ces débats et serviront aussi à informer les membres et les amis du Corps de notre histoire récente et moins récente. Il nous faut garder ces échanges fructueux.

J'anticipe avec vous les défis de l'avenir. Worthy.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.O. Michel Maisonneuve'.

Directeur de l'Arme blindée
Colonel J.O. Michel Maisonneuve, CD

Le Coin du rédacteur

Voici venu encore le temps d'un autre numéro du Journal de l'Arme blindée. Comme par le passé, le Journal de l'Arme blindée se veut un véhicule qui permet aux membres du Corps de partager leurs connaissances professionnelles et leurs expériences. Ceci devient particulièrement important, à la suite des nombreux déploiements d'unités en tours opérationnels. Elles reviennent avec un bagage inestimable de leçons apprises, et ceci se reflète dans plusieurs articles de ce numéro.

De plus, le Journal de l'Arme blindée se veut un forum ouvert au débat pour le Corps. Le Corps fait présentement face à plusieurs questions critiques qui façonneront son futur jusqu'au 21^e siècle et même plus tard : la modernisation du char Léopard, le VCB, l'emploi du VBL 25 et la Guerre de Manoeuvre en sont tous d'éloquents exemples. Le Journal de l'Arme blindée est une excellente tribune où peuvent être débattues ces questions au moyen d'articles, de commentaires et de lettres au rédacteur.

Vous avez la parole.



Bosnie, le point de vue d'un chef de troupe

Par le Lt P.F. Gulovics

ARTICLES

Le départ des dernières troupes du Groupement-régimentaire (GR) du 12^e Régiment blindé du Canada du Camp de Visoko le 11 mai dernier marquait, pour cette formation, la fin d'une période de service continue de 18 mois dans l'ancienne Yougoslavie. Le 12^eRBC avait succédé au 2R22^eR, à la tête du BATCAN II, pour la dernière période de service de six mois.

Le GR 12^eRBC avait été déclaré opérationnel le 19 octobre 1993, à la BFC Valcartier (Qc). Le changement dans la structure du BATCAN II tenait à la nécessité, nouvelle sur le plan des opérations, d'avoir une formation plus mobile en Bosnie pour escorter les convois d'aide humanitaire, tâche qui prenait de plus en plus d'importance. On a ainsi doublé le nombre de véhicules Cougar et créé un deuxième escadron. En portant à 47 le nombre total de véhicules Cougar, on faisait du soutien mobile blindé le point d'ancrage de la force. Le 3 novembre 1993, le 12^eRBC assumait le commandement du BATCAN II.

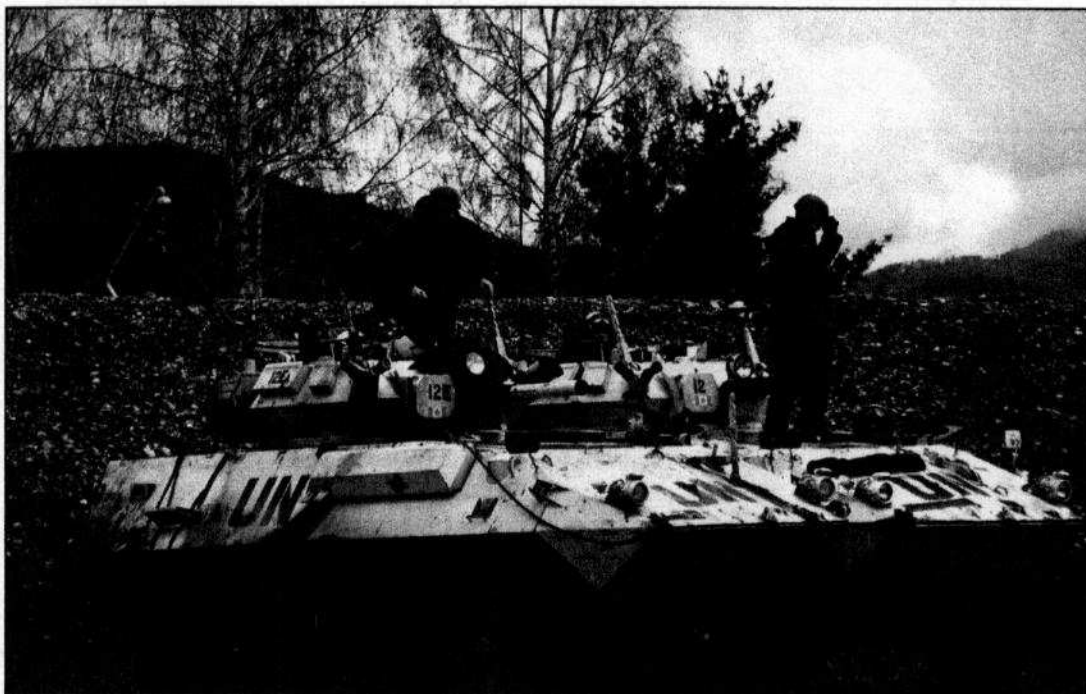
Le GR 12^eRBC était basé à Visoko, petite ville située à environ 20 km au nord-ouest de Sarajevo, dans la partie de la Bosnie entre les mains des Musulmans. La ville se trouvait au centre du secteur de responsabilité du BATCAN II; c'est de là que partaient nos escortes de convois pour traverser la Bosnie centrale et s'exécuter principalement dans les territoires musulmans et croates. La ligne d'affrontement entre les forces musulmanes (BiH) et serbes (BSA) se trouvait à environ 2 km à l'est du camp du BATCAN II. Au sud de celui-ci se trouvait l'enclave croate (HVO) de Kiseljack, entourée de forces BiH au nord, au sud et à l'ouest, et bornée à l'est par le territoire capturé par les Serbes autour de Sarajevo.

RÔLES

Escorte de Convois

Le rôle du BATCAN II a changé plusieurs fois après l'arrivée du GR 12^eRBC en Bosnie. Au départ, nos responsabilités comprenaient la sécurité de la zone vitale et les missions d'escorte mobile. Dans le premier cas, nous avons, c'est bien connu, apporté notre concours dans les hôpitaux de Fojnica et la compagnie A du 1 R22^eR s'est signalée à Srebrenica. Dans le second, nous avons escorté des convois d'aide humanitaire et des convois de réapprovisionnement pour nos propres troupes et celles de l'ONU, de même qu'assuré la protection de VIP. Ces escortes étaient composées de véhicules Cougar, de TTB, ainsi que de véhicules médicaux et de soutien. Les convois les plus importants comptaient de 30 à 40 véhicules; ils s'étendaient sur plusieurs kilomètres et pouvaient comprendre jusqu'à 15 véhicules d'escorte.

Les missions d'escorte variaient quant à la distance à parcourir et à la durée; elles pouvaient être de deux heures, lorsque la distance était courte, ou se prolonger jusqu'à sept jours. La durée d'une mission d'escorte, et son succès, ne dépendaient pas toujours de la distance à parcourir. D'autres facteurs entraient en ligne de compte. Les lignes d'affrontement ne correspondaient pas aux démarcations des cartes routières, les commandants d'escortes de convois devaient souvent franchir plusieurs lignes d'affrontement au cours d'une même mission. À chaque franchissement se succédaient interrogatoires et inspections aux points de contrôle; à chaque fois les commandants locaux voulaient absolument tout savoir sur l'origine du convoi, sa destination et sa composition. Souvent,



Une patrouille du GR 12^eRBC revenant d'une tâche dans leur secteur de responsabilité.

une autorisation de passage signée de la main même du commandant régional ne suffisait pas à empêcher les commandants locaux de s'en mêler. Ils nous accusaient d'aider l'ennemi, même quand le convoi était destiné à leurs propres villages. C'était ce que j'appelle le «Syndrome du troll». En d'autres mots, il y avait un prix à payer pour passer.

Dans ce cas-ci, il nous fallait attendre que le commandant local ait terminé de démontrer sa capacité à s'opposer seul aux redoutables Nations Unies et nous laisser entraîner des heures, voire des jours dans des négociations qui souvent se soldaient par une interdiction de passer. Ma réaction de blindé était de tirer un HESH sur le barrage et de transmettre un compte rendu de contact, mais mon bon sens finissait heureusement toujours par prévaloir. Nous étions tous conscients que nos canons de 76 mm ne nous seraient pas d'une grande aide et que la patience était, dans les circonstances, notre seule arme. Il ne fallait surtout pas perdre notre sens de l'humour qui seul nous empêchait souvent de sombrer dans la frustration la plus profonde. Bien

que nous étions techniquement libres de nos mouvements, notre passivité comme représentants des Nations Unies nous empêchait de forcer le passage. De toute façon, l'utilisation de la force aurait joué contre nous à coup sûr.

Nous étions très conscients que les belligérants surveillaient nos itinéraires et que forcer le passage à un point de contrôle nous vaudrait une riposte sévère. Il aurait pu y avoir pertes de vies humaines chez les représentants de l'ONU et on peut penser qu'on nous aurait à tout le moins interdit de passer la fois suivante. Les principales victimes seraient, au bout du compte, les affamés qui ne recevraient pas l'aide qui leur était destinée. Nous n'avions par conséquent d'autre choix que de nous plier aux volontés des belligérants, malgré la frustration, dans l'espoir qu'une entente intervienne et que le convoi finisse par être autorisé à passer.

La fermeture de routes principales par les belligérants nous a souvent obligés à emprunter de dangereux chemins de montagne pour atteindre nos destinations.

La mort de deux membres du 12^eRBC, le 29 novembre 1993, nous a démontré que même les meilleures routes peuvent devenir meurtrières l'hiver. Les déplacements de convois de véhicules blindés Cougar de 12 tonnes et de camions de ravitaillement d'un poids de 20 tonnes et d'une longueur pouvant aller jusqu'à 20 mètres posaient des dangers bien réels. Les routes de montagne enneigées qu'ils empruntaient avaient été conçues pour des charrettes à chevaux et il était inévitable que des accidents se produisent. Il arrive souvent que des camions de ce gabarit ne puissent monter une côte glacée et, pire encore, il est impossible de faire demi-tour lorsque les chemins deviennent impraticables. Nous avons ainsi perdu et été obligés d'abandonner de nombreux camions à cause de l'hiver bosniaque. Et il y avait le danger toujours présent que des belligérants choqués qu'on ait contourné leurs points de contrôle nous prennent comme cible. Nous nous savions constamment surveillés et étions parfaitement conscients de nous retrouver dans le viseur de quelqu'un dès que nous quittions notre camp.

La plupart des convois ont finalement pu se rendre à destination, peu importe les retards. Le plus difficile a été de concilier

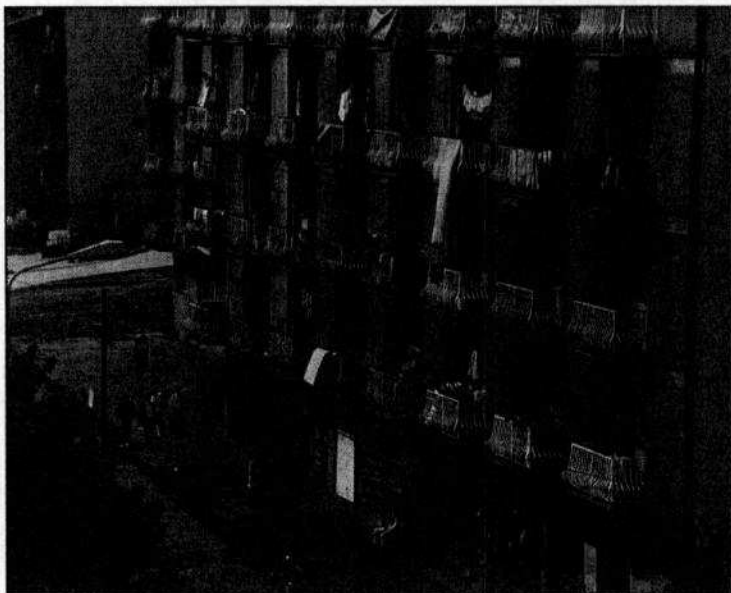


Photo d'une rue dans l'enclave de Srebrenica. Une centaine de personnes s'entassent dans cette bâtisse.

la nécessité de venir en aide et les dangers que cela nous faisait courir. Les soldats des Nations Unies tiennent pour acquis que le bien-être de ceux qu'ils sont venus aider passe avant le leur. Toute mission comporte des risques; par contre, nous avons tenté de les réduire le plus possible.

Collecte et Contrôle des Armes

Vers le quatrième mois de notre affectation, le rôle du GR 12^eRBC a commencé à changer, suite à deux développements importants de la politique. Il y eut tout d'abord la création d'une zone d'exclusion de 20 km autour de Sarajevo, puis la négociation d'un cessez-le-feu et la mise en place d'une zone d'exclusion entre les forces HVO et BiH en Bosnie. Ces deux initiatives de paix ont amené la transformation graduelle du rôle du GR 12^eRBC, qui s'est mis à s'occuper de la collecte et du contrôle des armes dans la zone de 20 km entourant Sarajevo, et qui a été directement chargé d'établir une zone d'exclusion et une zone tampon entre les forces HVO et BiH dans l'enclave de Kiseljak.

Ce nouveau rôle nous a obligés à doter en personnel de nombreuses positions statiques, y compris des points de contrôle des Nations Unies, afin de faciliter le déplacement de véhicules et de personnes, des postes d'observation surélevés pour veiller à l'application des accords de cessez-le-feu et protéger des points vitaux contre le tir, de même que des positions d'observation permanentes en vue de contrôler le mouvement des armes et faire respecter les zones de désarmement. Ces nouvelles missions ont entraîné une augmentation marquée des déplacements et du cantonnement de troupes canadiennes en deçà des lignes avant des trois factions en guerre, ce qui a causé un fort accroissement des contacts directs avec les belligérants.

Les Dangers

Les positions statiques se sont avérées parmi les plus dangereuses à occuper pour le GR 12^eRBC en Bosnie. Il est arrivé à deux



Une patrouille pause pour le repas lors d'une tâche en Bosnie.

reprises que des militaires soient faits prisonniers par les forces serbes. Le premier incident, le 22 décembre 1993, découlait de l'assassinat d'un soldat serbe par un tireur isolé musulman, dans un point de contrôle occupé conjointement par des Canadiens et des Serbes. Pour venger la mort de leur camarade, les soldats serbes du poste de contrôle, ivres, ont pris en otage plusieurs gardiens de la paix canadiens. Les mauvais traitements et les raclées que ces derniers ont subis ont fait la manchette. Le poste où ils se trouvaient avait été établi au départ par le GR 12^eRBC afin de faciliter les mouvements le long de l'itinéraire Finch, entre le secteur du BATCAN II et Sarajevo. L'itinéraire en question permettait de réduire de moitié la durée du voyage entre Visoko et Sarajevo. Le point de contrôle a été abandonné à la suite de la prise d'otages et tous les soldats canadiens ont été amenés du côté BiH de la ligne d'affrontement.

Le second incident faisait suite aux frappes aériennes de l'OTAN contre Gorazde. Environ 200 membres du personnel des Nations Unies, dont 15 Canadiens se trouvant à

l'intérieur des lignes de la BSA, ont alors été faits prisonniers. Les soldats canadiens ont été détenus pendant cinq jours dans un village situé loin derrière les lignes de la BSA. Tous les prisonniers ont été bien traités et sont sortis indemnes de l'épreuve, mais les deux incidents ont mis en lumière la vulnérabilité des soldats de l'ONU face aux agressions imprévisibles des belligérants.

Les soldats des Nations Unies se heurtent constamment aux belligérants qui, pour la plupart, ne sont pas des soldats professionnels, n'ont pratiquement pas de discipline et ne démontrent que peu de respect envers leur propre structure de commandement. Face à un opposant hostile, la réaction instinctive du soldat est de répondre à l'agression par l'agression, comme on le lui a d'ailleurs enseigné. Toutefois, dans la situation qui nous intéresse, il convient de lutter contre une réaction du genre. Les commandants de forces des Nations Unies, jusqu'au niveau le plus bas, ne doivent pas perdre de vue les conséquences de leurs gestes et réactions individuelles sur le succès global de la mission de l'ONU.

Chaque partie s'empresse d'exploiter sans hésiter le plus petit incident pour attirer l'attention sur sa cause ou justifier une agression. La frustration attribuable à l'inaction de même que la vulnérabilité ressenties à tous les niveaux de commandement sont inévitables lorsqu'on a affaire à des opposants imprévisibles, dans des circonstances qui le sont tout autant. Seule une acceptation de la nouvelle réalité en Bosnie nous a permis d'assumer ces émotions.

Nouvelle Réalité des Nations Unies en Bosnie

Nous sommes débarqués en Bosnie convaincus qu'à titre de forces de maintien de la paix des Nations Unies, un mince carré de soie bleue suffirait à nous protéger, comme cela avait été le cas par le passé. Nous nous sommes rapidement rendu compte qu'en Bosnie les règles du jeu seraient différentes et que le personnel et les véhicules canadiens se feraient fréquemment tirer dessus. Comme la politique des Nations Unies nous interdisait d'ouvrir le feu tant que nous n'aurions pas nous-mêmes été pris comme cible, notre seul moyen de dissuasion contre les agressions était notre capacité d'intimider les belligérants en leur faisant comprendre que notre puissance

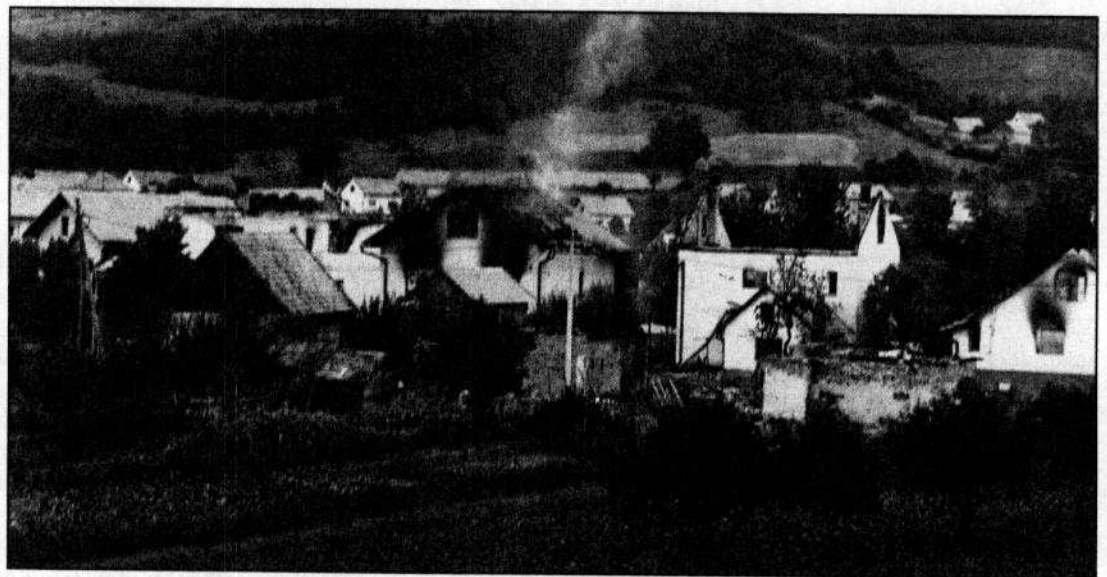
de feu était supérieure à la leur. Nous nous sommes rapidement aperçus, comme nos tourmenteurs d'ailleurs, que nous étions loin de jouir de cette capacité. Ces derniers ont rapidement su tirer profit de notre vulnérabilité, nous obligeant souvent à abandonner nos missions d'escorte, nous étions incapables d'assurer la protection voulue.

Comprendre La Nouvelle Réalité

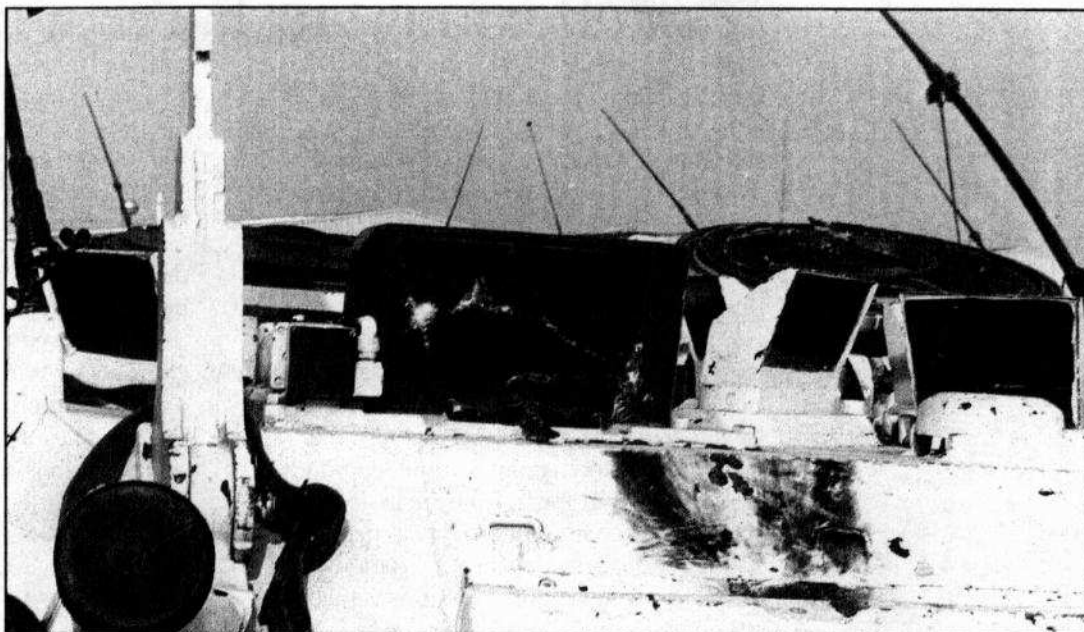
Nos tâches en Bosnie étaient à la fois mobiles et statiques. Le Cougar était le principal véhicule d'escorte et le M113 était utilisé pour la plupart des missions statiques. La mobilité dans le cadre des missions d'escorte nous protégeait du feu ennemi, mais elle nécessitait un système de conduite de tir et un armement permettant le tir de riposte en mouvement dont le Cougar n'est pas muni. Dans les rôles statiques, le problème de la mobilité ne se posait pas, certes, mais nous constituions des cibles faciles. Comme nous ne pouvions que riposter au tir, nous étions perdants là aussi, étant donné la faiblesse du blindage du M113.

SUGGESTIONS

Le projet de VBL 25 est très prometteur pour ce qui est des missions d'escorte de convois. La technologie de stabilisation



Une résidence récemment détruite dans la banlieue de Sarajevo brûle encore.



Une preuve bien concrète de la chance qui a protégé les troupes canadiennes. Malheureusement le Radnis n'a pu être remplacé, faute de pièces de rechange.

du tir du VBL 25 nous libère des actuelles lacunes du système de tir au canon du Cougar. Grâce à son télémètre laser et à sa capacité de tir stabilisé, le VBL 25 rend possible la télémétrie d'objectif en mouvement et un tir rapide et précis avec la mitrailleuse «chain gun» de 25 mm. Le blindage de sa coque n'a pas été renforcé mais le véhicule n'en représente pas moins une nette amélioration par rapport au Cougar.

Nos expériences avec les autres pays membres de l'ONU nous ont permis de nous familiariser avec une foule de modifications du M113. La plupart ont trait à l'ajout de blindage à des fins de protection contre la principale arme qui nous menace, c'est-à-dire le RPG. L'idéal serait de remplacer le M113 par le véhicule blindé polyvalent Grizzly. Ce dernier est équipé de mitrailleuses de 7,62 mm et de 12,7 mm sous blindage, il est muni d'un blindage incliné et il offre une meilleure protection contre les mines. De plus, il est "compatible" avec le véhicule blindé polyvalent Cougar pour ce qui est des missions d'escorte de convois et de la maintenance.

CONCLUSION

Comme soldats professionnels, nous demandons seulement qu'on nous attribue des missions claires, qu'on nous donne des ordres précis et qu'on nous équipe des outils nécessaires pour les exécuter. Nous sommes des soldats canadiens fiers, prêts à donner notre plein rendement, peu importe la tâche que nous confient nos dirigeants. Je parle aussi au nom de mes subordonnés en affirmant que rien ne nous rend plus fiers, en tant que Canadiens, que d'aider et protéger d'innocentes victimes de la guerre. Nous voulons seulement disposer des outils nécessaires à notre mission et être capables de nous protéger.

Les soldats canadiens ont la «couenne dure», c'est bien connu. Ils sont à l'épreuve de la fatigue, des intempéries, de la solitude et de la frustration des «trolls sous le pont», mais non des balles.

Lt P.F. Gulovics est actuellement Chef de la troupe 2 de l'Esc A du 12 RBC à la BFC Valcartier. Auparavant, il était Chef de Troupe en Ex-Yougoslavie.

Réflexions sur la reconnaissance

Par le capitaine C. Branchaud

L'arrivée du VBL 25 (LAV-Recce) dans le domaine de la reconnaissance au Canada constitue sans nul doute un bond en avant par rapport au Lynx. Grâce à ce nouveau véhicule, nos unités seront dotées de capacités jusqu'ici inaccessibles, mais nous nous interrogeons sur la façon d'en tirer le meilleur parti. Comme la décision d'acquérir ce véhicule a déjà été prise, il serait inutile de s'attarder sur ses mérites ou ses lacunes par rapport à d'autres véhicules du genre. Nous allons devoir nous faire une raison, qu'on le veuille ou non.

Je vais discuter de certaines caractéristiques du VBL 25 qui pourraient changer la manière dont nous effectuons et organisons la reconnaissance, plus précisément, la composition de l'équipage et l'organisation régimentaire.

On prévoit que le VBL 25 sera utilisé par l'Arme blindée et le Corps d'infanterie au cours de missions de reconnaissance des brigades (bde) et des groupements tactiques. Le Corps d'infanterie a l'intention d'utiliser des équipages de quatre hommes pour les missions de reconnaissance des groupements tactiques, tandis que nous prévoyons maintenir des équipages de trois hommes au sein des brigades. Cela semble être attribuable au fait que le Lynx était doté d'un équipage de trois hommes, et en appliquant la logique d'état-major, l'armée s'attend à ce que les équipages du VBL 25 soient identiques à ceux du Lynx, même si le véhicule et son système sont plus complexes. (Heureusement que nous ne passons pas du Ferret au VBL 25, sinon il nous manquerait un tireur!). N'importe quel soldat affecté à des missions de reconnaissance de brigade sait que trois hommes par véhicule (six par patrouille) ne suffisent pas à la tâche pendant de longues périodes. En effet, les patrouilles

de l'escadron de reconnaissance d'une brigade doivent souvent se déployer à une distance assez grande des forces amies, comparativement à leurs homologues du groupement tactique, au point d'être isolées de toute force de relève ou source de réapprovisionnement. Elles doivent compter sur leurs propres ressources et peuvent devoir poursuivre leur mission pendant plusieurs jours.

Sur le plan défensif, déployées dans des postes d'observation (PO) dans la zone avancée ou sur un des flancs, les patrouilles de l'escadron de reconnaissance doivent demeurer isolées et alertes. C'est là une tâche très difficile pour seulement six hommes, quelle que soit la durée de leur mission. Pour qu'un PO soit efficace, il faut poster deux hommes comme observateurs au PO même, en affecter un à la veille radio et deux autres comme sentinelles, sur place, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Il faut donc cinq hommes en permanence pour accomplir la mission, et comme ils doivent se reposer, il en faut cinq autres pour les remplacer. Certains lecteurs peuvent faire observer qu'ils ont quand même accompli leur mission lorsqu'ils patrouillaient à bord du Lynx (six hommes) ou du Ferret (quatre hommes). Bien qu'ils aient survécu, on peut se demander, en raison des effets de la fatigue, pendant combien de temps leurs PO ont été réellement efficaces et à quel point ils étaient en sécurité.

Sur le plan offensif, certains membres des patrouilles d'escadron peuvent être obligés de débarquer du véhicule afin d'aller vérifier l'état d'un pont, la profondeur d'un gué ou d'autres points d'intérêt. Pour ce faire, on avait coutume de mettre les véhicules en position d'observation pendant qu'un membre d'équipage de chaque véhicule débarquait, rejoignait l'autre et allait

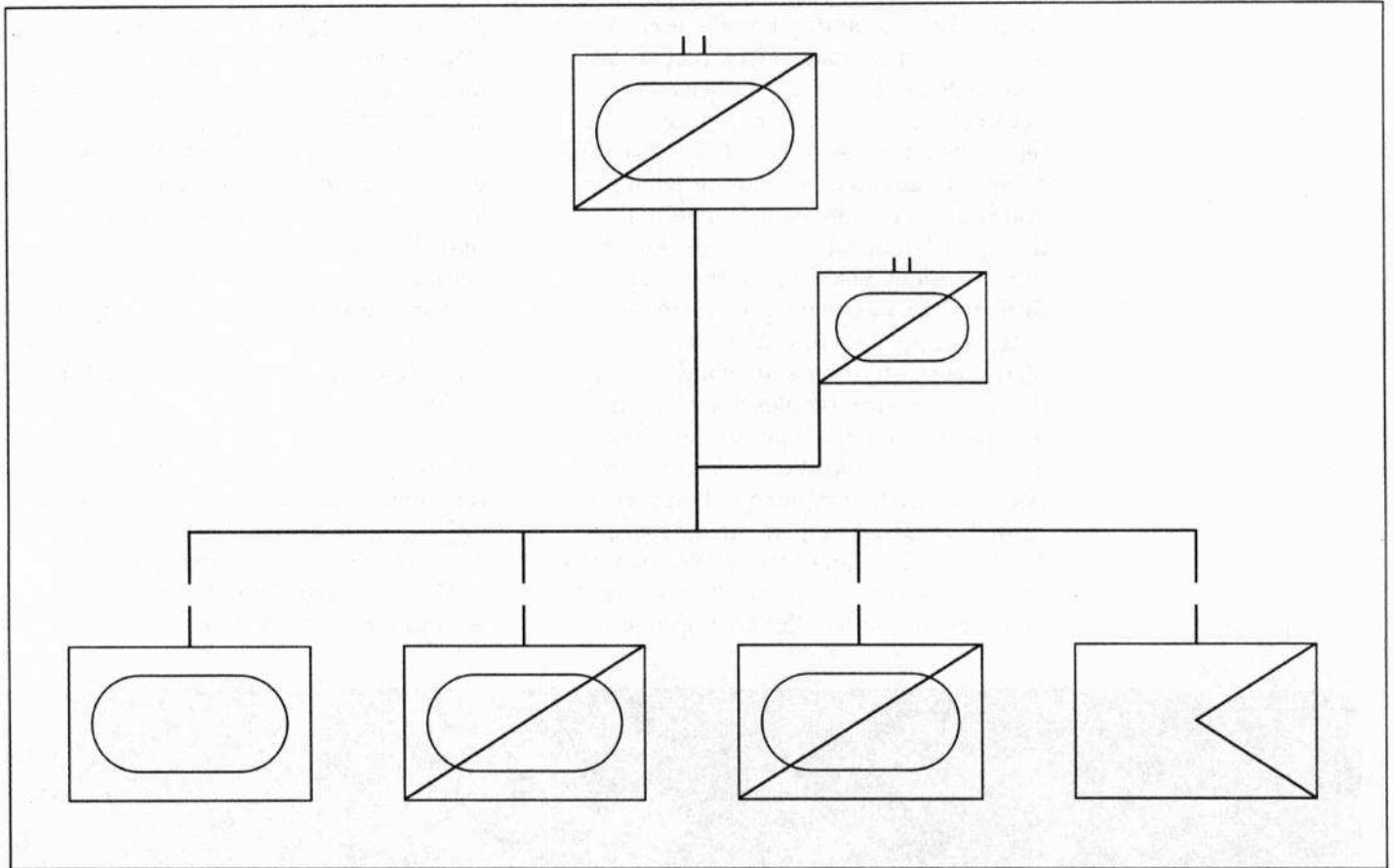
vérifier. Le véhicule de patrouille se retrouvait ainsi avec un équipage incomplet en cas d'affrontement. De plus, il n'y avait que deux éclaireurs sur le terrain pour aller en reconnaissance et se couvrir. **CE N'EST PAS ASSEZ!** Il faut au moins quatre éclaireurs pour faire la reconnaissance matérielle d'un point donné, tout en se protégeant mutuellement. Si les éclaireurs sont en difficulté, les postes d'équipage requis pour la protection du véhicule (un chef d'équipage, un tireur et un conducteur) doivent tous être comblés pour faire face à la menace et aider le personnel débarqué à se tirer de leur position précaire. Certains peuvent faire remarquer que l'on pourrait confier les tâches du personnel débarqué à la troupe d'assaut ou de soutien, mais ils ne sont pas sans savoir que, bien souvent, la troupe de soutien doit accomplir ses

propres tâches, qui diffèrent de celles des troupes de reconnaissance avancées. La même logique s'applique aux escortes des convois pendant les déploiements semblables à ceux de l'ONU. Deux éclaireurs par véhicule, montés à l'arrière afin d'observer la situation sous un angle différent de ceux du reste de l'équipage (l'angle arrière) et capables de se servir de leurs armes personnelles contre des cibles rapprochées (par exemple : des tireurs de RPG), pourraient constituer une protection inestimable et vitale.

On comprend que les restrictions et les contraintes budgétaires empêchent l'augmentation du nombre de membres d'équipage, à savoir de trois à cinq membres par véhicule, en temps de paix; mais l'effectif opérationnel officiel d'un escadron de



VBL-25 américain (La base pour le VBL-25).



Organisation Régimentaire Proposée.

reconnaissance devrait tenir compte de la nécessité, pour les troupes de reconnaissance, d'avoir des équipages de cinq hommes (un chef d'équipage, un tireur, un conducteur et deux éclaireurs). Lorsque les déploiements ont des objectifs bien précis (urgence opérationnelle, mission de l'ONU ou exercices d'importance), le personnel supplémentaire pourrait provenir des réservistes de l'Arme blindée du secteur. Comme deux éclaireurs peuvent être postés à l'arrière de notre nouveau véhicule de reconnaissance, l'effectif des escadrons de reconnaissance doit compter cinq hommes par VBL 25.

Un autre point litigieux est la question de l'utilisation du VBL 25 par l'infanterie. Il ne fait aucun doute que les pelotons de reconnaissance des bataillons ont besoin d'un remplacement pour le Iltis, mais on peut se demander si le VBL 25 n'aurait pas

des capacités de surdestruction dans ce contexte (cet argument vaut également pour la troupe de reconnaissance du PCR de l'Arme blindée). Les troupes de reconnaissance des groupements tactiques jouent un rôle différent de celui de leurs homologues au sein des brigades, et leur autonomie opérationnelle n'est pas la même. Il se pourrait que les différents gadgets du système de surveillance du VBL 25 soient inutiles à l'accomplissement de leur mission. Elles auraient sans doute besoin d'un véhicule plus petit et plus maniable, comme le VBL français, pour mener les équipes d'assaut aux zones de rassemblement, protéger les lignes de départ ou mettre en place des piquets sur les itinéraires de retraite, etc. Le VBL français serait sans doute idéal pour ce genre de tâche, et ainsi, l'infanterie ne serait plus dans l'obligation d'avoir recours au Corps blindé pour

entraîner ses patrouilles de reconnaissance, particulièrement en ce qui a trait au tir. Par exemple, l'armée française utilise beaucoup le VBL dans l'ancienne Yougoslavie pour assurer les liaisons et effectuer des missions de reconnaissance rapprochée, et il est parfaitement adapté à ce type de tâche. C'est un véhicule blindé simple, efficace et peu coûteux.

Si l'infanterie utilisait un véhicule semblable au VBL français pour ses missions de reconnaissance, le Corps blindé pourrait obtenir tous les VBL 25 qui doivent être achetés. Depuis trop longtemps, les pseudo-régiments blindés de nos groupes-brigades portent bien leur nom... pseudo! Même en Allemagne, nous n'avons jamais eu de régiment complet comprenant quatre escadrons de chars.

Bien que, jusqu'ici, le Corps blindé ait accordé la priorité à la fonction des chars et la deuxième place à la fonction reconnaissance, il faudrait songer à modifier nos priorités. Regardons les choses en face : nos régiments ne sont dotés que d'un escadron de chars, et ils ne sont pas sur le point d'en recevoir d'autres. Par ailleurs, nous disposons d'un parc de Cougar désuets pour lesquels nous prévoyons dépenser encore de l'argent afin de maintenir les tourelles en place, et ce, pendant l'introduction de la technologie du VBL 25. Notre Corps blindé est trop petit pour se permettre de maintenir un parc de trois types différents de véhicules et de dispenser l'instruction connexe. En raison de notre participation aux missions de l'ONU dans le cadre des conflits régionaux, le nombre de nos missions de reconnaissance s'est accru et le Cougar ne constitue qu'un moyen de fortune dans ce genre de situation. Compte tenu de leur mission actuelle et de la rotation à laquelle ils sont soumis, les régiments ont besoin, non pas de un, mais bien de deux escadrons de VBL 25.

On pourrait mettre sur pied une telle organisation en se débarrassant du parc de Cougar et en s'appropriant les VBL 25 destinés à l'infanterie afin de former un deuxième escadron de reconnaissance par régiment.

Nos régiments ainsi composés pourraient fournir un escadron de reconnaissance à un groupement tactique de l'ONU, tandis que l'autre escadron pourrait s'entraîner à bord de ses VBL 25 au pays, tout en continuant à fournir au commandant de brigade à la fois des capacités d'escadron de reconnaissance et de char. Si l'on ordonnait à un régiment complet de se déployer et de former un groupement tactique de reconnaissance (avec ses attachements), ses deux escadrons de VBL 25 et son escadron de chars de combat principaux (déployés) constitueraient un atout important pour le commandant sur place de la force de l'ONU.

Il est temps de regarder les choses en face et de cesser d'envisager des solutions impraticables. Nos troupes et nos patrouilles de reconnaissance doivent être dotées d'effectifs assez nombreux pour l'accomplissement efficace de leurs missions, et nos régiments devraient être organisés de façon à ce que leurs commandants disposent de la meilleure structure possible, compte tenu des maigres ressources qui leur sont affectées.

Capt C. Branchaud est, depuis quelque mois, le CmdtA de l'Esc D au 12 RBC à la BFC Valcartier. Auparavant, il était le CmdtA de l'Esc-Instr tac à la BFC Gagetown.

La **T**roupe d'assaut du Royal Canadian Dragoons en Somalie

Par le capitaine R. Moreau et le lieutenant D.J. Adams

Le 7 mars 1993, l'avion qui transportait la troupe d'assaut de l'escadron de reconnaissance du Royal Canadian Dragoons atterrissait sur l'aire de trafic de l'aéroport de Mogadishu, capitale de la Somalie. Nous commençons une période de service de quatre mois dans une cité déchirée. Notre mission, établie par le Quartier général interarmées de la force opérationnelle en Somalie (QGIFO), consistait à fournir un peloton de défense et de sécurité de quarante-quatre hommes pour assurer la protection de toutes les installations canadiennes à Mogadishu, dans le cadre de l'OPÉRATION DELIVERANCE. Nous prenions la relève d'un groupe de vingt hommes du peloton de mortiers du 1 RCR.

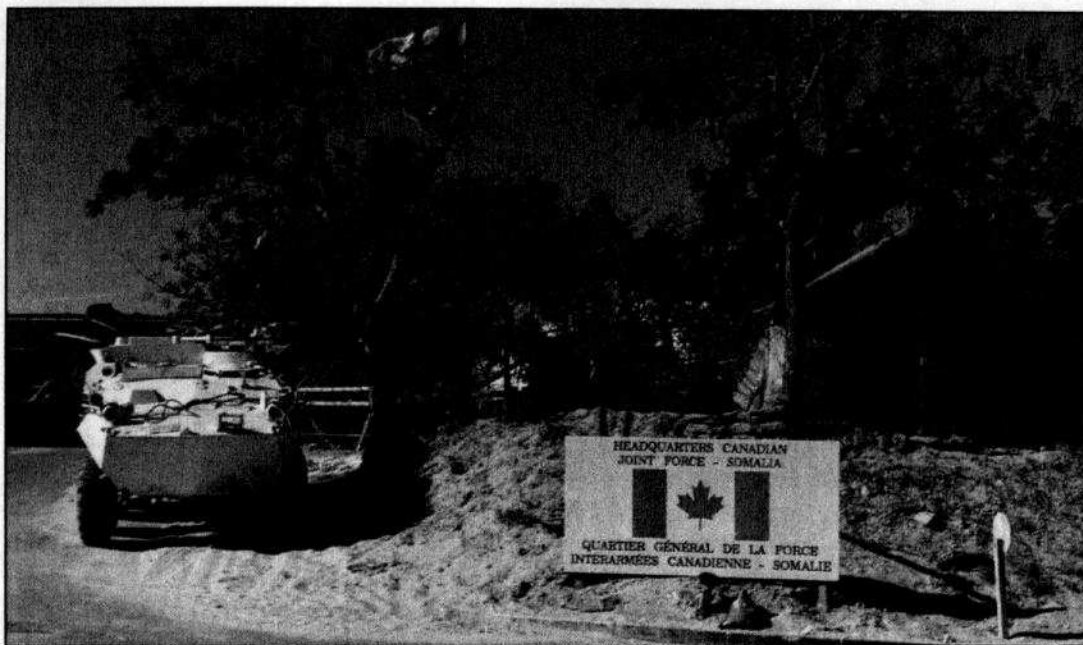
À la fin de janvier 1993, le QG de la Force d'opérations spéciales apprenait qu'on avait besoin d'un autre peloton de quarante-quatre hommes pour remplir des fonctions de sécurité. Au cours de la première semaine de février, on demandait au Royal Canadian Dragoons de fournir une troupe de défense et de sécurité. Après une analyse approfondie menée par l'état-major, on décidait que le peloton de défense et de sécurité serait formé à partir de la troupe d'assaut. Le personnel d'augmentation proviendrait d'autres troupes au sein de l'escadron et de la troupe de reconnaissance du PCR. On a alors élaboré un plan d'entraînement, mais on ne pouvait le mettre en oeuvre avant d'avoir reçu le message officiel de mission du QG SCFT. Comme la date prévue pour le déploiement, soit le 6 mars 1993, coïncidait avec celle du transport aérien de la 93 RWF (l'escadrille d'hélicoptères) en Somalie, nous disposions de très peu de temps. Lorsque le message nous est finalement parvenu, il nous restait un peu moins de quatre semaines pour l'entraînement, la préparation du personnel et de l'équipement au déploiement et, s'il restait du temps, le congé d'embarque-

ment. Au cours de cet article, nous allons traiter de l'entraînement, des opérations et des leçons tirées de notre participation à l'OPÉRATION DELIVERANCE.

ENTRAÎNEMENT

Malgré le peu de temps dont nous disposions pour nous entraîner, plusieurs facteurs ont joué en notre faveur. Premièrement, 55 p. 100 des soldats et 70 p. 100 des chefs provenaient de la troupe d'assaut. Deuxièmement, 65 p. 100 du personnel d'augmentation venait du même escadron, et le reste, d'une section formée à partir de la troupe de reconnaissance du PCR. Troisièmement, tous les soldats avaient participé à l'EX STALWART PROVIDENCE en guise de préparation au déploiement du Régiment aéroporté en Somalie. Enfin, le cycle annuel de la formation de recyclage tirait à sa fin. Grâce à ces facteurs, on a pu fusionner rapidement les divers éléments tout en maintenant un degré élevé de cohésion. Cet entraînement commun a été un facteur déterminant qui nous a permis de nous entraîner brièvement pour un déploiement annoncé à courte échéance. Comme la troupe allait accomplir principalement des tâches d'infanterie, nous avons passé en revue les tactiques et les IPO des sections. Il a également été décidé d'axer la majeure partie de l'entraînement sur les habiletés individuelles et sur celles liées au théâtre d'opérations. Nous avons réservé une période de trois jours pour effectuer un exercice de troupe organisé et dirigé par le commandant et le capitaine de bataille de l'escadron.

Dans l'ensemble, l'entraînement s'est avéré efficace et nous estimons que la troupe était bien préparée pour sa mission. Cependant, nous avons retenu les leçons suivantes de notre expérience :



L'entrée principale du QG Canadien situé dans l'enceinte de l'ex-ambassade américain.

- a. Les troupes doivent être exposées au tir réel avant un déploiement. Cela peut prendre deux formes : des opérations de tir réel au niveau de la section ou du peloton et l'exposition des soldats au tir des armes légères, allant jusqu'au tir de mortier (selon le type de menace, on peut prévoir aussi des tirs d'artillerie);
- b. Il faut fournir aux chefs plus de renseignements sur la zone d'opérations avant le déploiement. Des chefs mieux informés prennent des décisions éclairées. Ces renseignements doivent couvrir les aspects suivants : la politique, l'histoire, l'économie, la géographie, la démographie et le contexte détaillé de la crise actuelle;
- c. Il faut au moins deux semaines d'entraînement pour transformer un homme d'équipage en fantassin. On peut y parvenir rapidement grâce aux instructeurs des écoles de combat locales et en s'attachant aux habiletés élémentaires du fantassin. Cela ne vaut toutefois que si les hommes d'équipage sont appelés à accomplir seulement des tâches d'infanterie;
- d. Selon le genre de mission et de menace, il faut songer à former des tireurs d'élite. Ils servent aux opérations de protection rapprochée et à celles qui sont menées contre les tireurs isolés;
- e. Il faut tenter de faire en sorte que l'entraînement se déroule dans des conditions semblables à celles du théâtre d'opérations. Il est difficile de se concentrer sur la mission quand le thermomètre descend sous zéro et que l'on sait que les opérations vont se dérouler sous un climat très chaud. Il faudrait songer à utiliser en hiver des installations d'entraînement aux États-Unis. Cependant, cela ne constitue pas une option pour les déploiements annoncés à courte échéance, à cause de l'ampleur des liaisons requises pour organiser ce type d'entraînement;
- f. Suivant la situation sur le théâtre des opérations, il faut simuler en détail les opérations qui auront lieu dans les zones bâties.

OPÉRATIONS

Notre tâche première consistait à assurer la protection périphérique et stratégique au Quartier général interarmées de la force opérationnelle (QGIFO) situé dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Mogadishu, à la tête de pont aérien canadien et à l'élément de soutien national (ESN), situés tous les deux à l'aéroport de Mogadishu. Au début, nous avons accompli cette tâche en collaboration avec les Marines américains. Après leur départ, nous avons travaillé avec les forces turques à l'ambassade et avec la 7^e Force frontalière de l'armée pakistanaise au terrain d'aviation. Notre tâche a toutefois pris rapidement de l'ampleur suite à l'intégration des activités suivantes :

- a. Contrôle de l'accès à la barrière numéro trois de l'enceinte de l'ambassade américaine, en collaboration avec les forces turques;
- b. Opérations de patrouilles motorisées et à pied avec les Marines américains et les troupes turques dans les rues de Mogadishu. Surtout des patrouilles de reconnaissance et de sécurité autour de l'ambassade américaine et de l'aéroport;
- c. Établissement de barrages routiers pour confisquer des armes illégales;
- d. Fouille des maisons pour confisquer les armes illégales;
- e. Apport d'éléments de sécurité à l'équipe NEM (neutralisation des explosifs et munitions) américaine dans la région de Mogadishu;
- f. Escorte de convois et de personnalités dans Mogadishu;
- g. Reconnaissance des itinéraires et contrôle de la circulation;



Le lieutenant Adams qui assiste une équipe de NEM américaine.

h. Prêt d'une force d'intervention rapide, de la taille d'une section aux Australiens et aux Turcs, postés à la barrière principale de l'ambassade américaine.

Nous avons aussi effectué plusieurs autres tâches, au besoin :

- a. Assurer la sécurité à bord de l'aéronef CC-130 lorsqu'il transportait les délégations somaliennes jusqu'à Mogadishu pour qu'elles assistent aux pourparlers de paix;
- b. Fournir un détachement de sécurité aux élms de la 93 RAAF qui participaient aux opérations dans la région de Kismayu, dans le sud de la Somalie;
- c. Fournir un détachement de sécurité pour un vol de secours du CC-130 à Gaalayo, en Somalie centrale;

d. Mener des opérations de patrouille en collaboration avec la section J2 pour recueillir des informations dans la ville de Mogadishu;

e. Renforcer le périmètre de sécurité au nouveau port de Mogadishu pendant les combats qui ont eu lieu en juin 1993, de concert avec la PM américaine.

Le premier obstacle que nous avons dû surmonter fut l'acclimatation à l'extrême chaleur. Pendant cette phase, il fallait surveiller étroitement les soldats. Les risques de déshydratation et de coups de soleil graves étaient bien réels. Durant les trois premières semaines, les soldats ont bu en moyenne jusqu'à onze bouteilles de 1,5 l d'eau par jour. Leur consommation a graduellement diminué pour atteindre environ trois bouteilles par jour. La peau exposée sans protection pouvait subir des



Hotel de luxe de la Ligne Verte détruit par un bombardement.

brûlures au deuxième et même au troisième degré en moins de 20 minutes. L'exposition devait être progressive, et il va sans dire qu'il fallait utiliser continuellement des lotions protectrices. L'accroissement graduel de la charge de travail faisait partie du processus d'acclimatation et compliquait l'organisation de l'emploi du temps détaillé et de la liste des sentinelles. Nous avons constaté qu'après deux heures de garde au soleil, vêtus de la tenue réglementaire légère et du gilet pare-éclats, la plupart des soldats devenaient inefficaces. Les périodes de service étaient abrégées, mais leur fréquence bien plus grande. Cet état de choses a eu des effets sur la durée du sommeil des soldats. Comme il fallait aussi tenir compte des congés et des blessures, la situation se corsait.

Pendant l'acclimatation, il fallait prêter attention aux soldats qui avaient plus de difficultés à s'adapter. S'ils étaient incapables d'effectuer la transition, il fallait les rapatrier. Si on ne s'occupait pas d'eux rapidement, ils peuvent avoir un effet négatif sur le moral et les opérations : les autres soldats devaient se charger de leur travail, craignaient de devoir travailler avec eux et cessaient rapidement de leur faire confiance. Il aurait été avantageux de terminer l'entraînement dans un pays voisin dont le climat était semblable pour y commencer l'acclimatation.

Au cours des opérations, nous nous sommes vite aperçus que les Somaliens respectaient la fermeté et les comportements énergiques. Lorsque nos troupes étaient alertes, couvraient leurs arcs de tir, défendaient leur position et traitaient la population fermement et courtoisement, nous gagnions rapidement leur estime. Les Somaliens sont passés maîtres dans l'art de jauger autrui et d'évaluer ses limites. Bien que nous ne formions qu'un petit contingent à Mogadishu (tandis que le Pakistan et l'Italie avaient dépêché chacun une brigade dans la région), la population nous reconnaissait.

Un des aspects extrêmement frustrants de notre travail était notre absence totale de pouvoir judiciaire sur les voleurs, les bandits et les pilliers. Lorsque nous arrêtons un Somalien, nous le remettons normalement entre les mains de la PM américaine ou de la police somalienne, une fois celle-ci reconstituée. Cependant, comme il n'existait aucun système judiciaire pour les juger et les condamner, il nous arrivait fréquemment d'arrêter plusieurs fois la même personne en une semaine.

La force de coalition était formée des représentants de plus de vingt pays. Travailler avec d'autres armées de l'OTAN ou des armées professionnelles présentait peu de difficultés. Mais lorsque nous collaborions avec des pays n'appartenant pas à l'OTAN ou ne faisant pas partie du bloc de l'Ouest, les conventions et la procédure de combat n'étaient pas les mêmes que les nôtres, comme c'était le cas avec les armées de l'OTAN et des pays occidentaux, et il fallait beaucoup de coordination. Nous avons dû surmonter plusieurs obstacles, comme les différences religieuses, le manque de sous-officiers supérieurs expérimentés dans certaines armées et la collaboration avec des conscrits. Le comportement des membres de certaines nations envers la population était inacceptable pour nos soldats, mais parfaitement normal pour d'autres. Nous avons donc appris certaines leçons :

- a. Ne pas attendre que les autres établissent la liaison avec nous. Nous devons faire les premiers pas et prendre contact avec tous les autres contingents du voisinage;
- b. Afin d'éviter tout malentendu, leur donner des briefings sur notre mission, nos capacités et, si possible, sur la façon dont nous pouvions les aider au besoin;
- c. Établir des plans et des lignes de conduite en cas d'urgence. Ne pas attendre pour ce faire qu'un incident se produise. Effectuer quelques simulations et exercices avec les autres contingents;

- d. Comparer nos IPO, nos drills et nos lignes de conduite avec ceux des autres;
- e. L'importance d'établir des façons simples, mais efficaces, de communiquer, particulièrement avec ceux qui maîtrisaient mal le français ou l'anglais;
- f. Éviter d'adopter les IPO, la politique sur les armes, les règles d'engagement et les niveaux de force à employer en vigueur au sein des autres contingents, surtout si cela pouvait semer la confusion au sein de nos troupes;
- g. Maintenir autant que possible la communication avec nos troupes détachées auprès d'un autre contingent. Préparer des plans d'urgence pour prêter main-forte à nos soldats ou les évacuer. (Ne pas supposer qu'on s'occupera de nos soldats en cas d'urgence, particulièrement si l'autre contingent est débordé;)
- h. Effectuer périodiquement des visites de liaison aux QG des divers contingents. Cela nous a aidé à résoudre les problèmes ou les malentendus au fur et à mesure;
- i. S'attendre à devoir prendre la situation en main lorsqu'on travaille avec des conscrits. La plupart d'entre eux avaient très peu d'expérience et manquaient d'initiative. Avant de faire quoi que ce soit, ils attendaient normalement les ordres de l'un de leurs sous-officiers. Ils demandaient conseil aux nôtres. Les cpl les plus anciens prenaient toujours la situation en main jusqu'à ce qu'un sous-officier ou un officier turque arrive à la barrière numéro trois. Il était important de préparer mentalement nos soldats à travailler avec des conscrits.

Il serait trop long et trop compliqué de décrire par le menu toutes nos opérations en Somalie.

Nous nous sommes également aperçus qu'une fois parvenus au théâtre des opérations, il faut revoir régulièrement les règles d'engagement et questionner constamment les soldats à ce sujet. Le personnel doit connaître sur le bout de ses doigts les règles d'engagement et les niveaux de force à employer en cas d'intervention physique afin d'éviter les hésitations dans des situations critiques. Ces règles et niveaux devaient être clairs et simples. C'était extrêmement important, car cela permettait d'éviter les incertitudes et les hésitations.

Nous avons appris également qu'il fallait traiter rapidement tout incident au cours duquel les troupes avaient fait preuve de force excessive, et qu'il fallait donner un compte rendu de l'incident à tous les soldats afin qu'ils retiennent les leçons que nous en avons tirées. Il faut faire de même pour tout incident ou toute opération d'importance. Après des périodes tendues ou des événements stressants, il fallait rechercher les signes de fatigue occasionnée par un excès de tension. Les autorités médicales compétentes devaient examiner le plus tôt possible les soldats qui avaient subi un traumatisme émotionnel. Si les ressources médicales faisaient défaut, l'aumônier pouvait apporter son aide. On a constaté également l'utilité de discuter avec tous les soldats touchés par un incident donné.

Durant notre période de service, nous avons tenté de nous tenir au courant des tactiques et des capacités des belligérants. Nous avons mis beaucoup l'accent sur la nécessité de toujours demeurer alerte. Il est bien facile de devenir trop confiant et de sous-estimer les forces locales. Il faut éviter de devenir suffisant. Avant de mener nos opérations, nous avons fait des simulations et suivi la procédure de combat. Cela s'est bien passé au niveau de la section, mais aurait pu être

amélioré à l'échelon de la troupe en donnant des ordres plus régulièrement. Enfin, nous avons tenté de revoir constamment nos lignes de conduite et nos IPO et de les adapter aux nouvelles situations et à la menace. Nous avons encouragé tous les échelons de la chaîne de commandement à nous fournir des informations.

CONCLUSION

En dépit du peu de temps dont nous avons disposé pour monter une telle opération, nous avons réussi notre mission. Comme nous l'avons déjà dit, plusieurs facteurs ont joué en notre faveur. En effet, un tel déploiement à si courte échéance n'aurait pu se réaliser si la troupe avait été composée de militaires provenant de différentes unités. Un des plans mis de l'avant consistait à recruter une section dans quatre unités différentes, dont une jouerait le rôle de PC de peloton. Cette option aurait exigé plus d'entraînement au Canada afin d'établir le degré de cohésion requis pour la mission. Le temps nécessaire à l'établissement d'une telle cohésion au sein d'une unité est directement proportionnel au nombre de soldats et de chefs qui n'appartiennent pas à l'unité chargée de monter l'opération.

Un bon nombre des leçons que nous avons apprises ne s'appliqueront peut-être pas à d'autres missions de l'ONU. Il faut se rappeler que l'OP DELIVERANCE était une intervention armée, menée sous l'égide des Nations Unies et dirigée par les États-Unis, un peu comme les guerres de Corée et du Golfe. Les troupes canadiennes n'ont jamais porté le béret bleu, même lorsque UNITAF a transmis la direction des opéra-

tions à ONUSOM II, le 4 mai 1993. Toutefois, il est probable que certaines des leçons tirées s'appliqueront aux futures missions de rétablissement ou de maintien de la paix. Grâce à notre expérience en Somalie, nos soldats et moi avons maintenant beaucoup confiance en l'entraînement polyvalent reçu au Canada. Durant l'OPÉRATION RESTORE HOPE, les soldats canadiens se sont classés parmi les meilleurs, sinon les meilleurs, des forces de la coalition. Mais malgré notre bonne réputation, nous devons continuer de nous efforcer d'améliorer nos méthodes d'entraînement, et surtout à surmonter notre difficulté à transmettre les leçons apprises au sein de l'armée tout entière.

En dépit des difficultés exceptionnelles rencontrées en Somalie et de notre sentiment d'impuissance envers un pays entier, la troupe d'assaut de l'escadron de reconnaissance du Royal Canadian Dragoons s'est comportée de façon professionnelle. Même si nous étions heureux de quitter la Somalie le 17 juin 1993 à 16 h 47, nous n'oublierons jamais cette expérience.

Capt R. Moreau est actuellement l'O Ops du Groupement Régimentaire RCD à Visoko, en Ex-Yougoslavie. Auparavant, il était le CB de l'Esc D du RCD à la BFC Petewawa.

Capt D.J. Adams est actuellement un des officiers de service du Groupement Régimentaire du RCD à Visoko, en Ex-Yougoslavie. Avant sa promotion à capitaine et en même temps que cet article fut écrit il était CmdtA du Pon de Défense & de Sécurité en Somalie.

I ntégration de la technologie occidentale aux véhicules blindés de combat de l'ancienne Union Soviétique

Par le capitaine James Bradley

Une des conclusions que l'on a tirées de la guerre du Golfe est que les forces de la coalition ont eu un avantage technologique certain sur les forces iraqiennes pour ce qui est des capacités de leurs VBC. Les analyses effectuées par l'armée américaine et le Corps des Marines indiquent clairement que les forces de la coalition ont pu engager des objectifs à plus grande distance et avec d'avantage de précision que les forces iraqiennes, quelles que soient les conditions météorologiques et la visibilité. Les viseurs à imagerie thermique et les systèmes de conduite de tir digital dont sont dotés des chars comme le M1 Abrams et le Challenger étaient nettement supérieurs aux viseurs à intensification d'image (II) et aux systèmes de conduite de tir analogues des T-72 iraqiens.

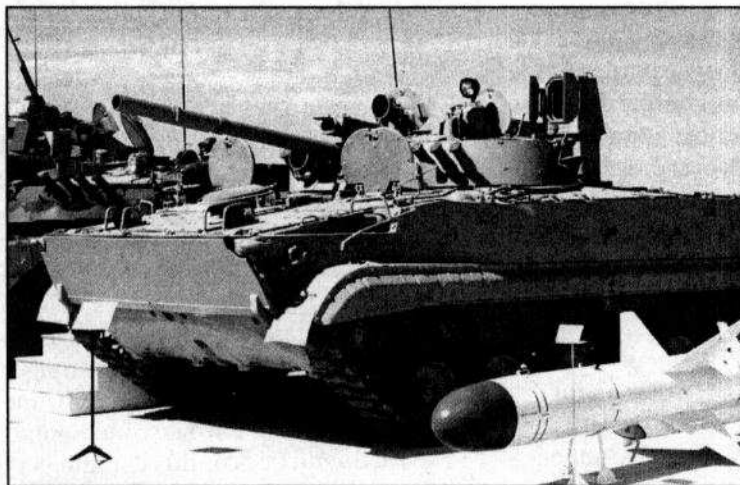
Ces conclusions peuvent procurer un faux sentiment de sécurité à ceux qui croient que l'Occident peut gagner tout autre conflit de cette nature grâce à sa supériorité technologique. Nous allons discuter dans

cet article de l'intégration de la technologie occidentale aux véhicules blindés de combat (VBC) de l'ancienne Union Soviétique, et des répercussions possibles de cette intégration sur les futures opérations canadiennes de maintien ou d'établissement de la paix.

Les producteurs et les propriétaires de VBC de l'ancienne Union Soviétique ont constaté les lacunes de leur équipement et sont en train de s'efforcer de les combler. Ils ont compris que pour soutenir la concurrence sur les champs de bataille ou sur le marché, leur équipement doit être comparable à celui de l'Ouest. Ils savent également que les sources évidentes de la technologie nécessaire sont les pays occidentaux qui produisent ou ont les capacités et les connaissances requises pour produire les systèmes de conduite du tir hautement technologiques qui leur font défaut.

On sait que la Russie, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque, l'Ukraine, l'Inde, le Pakistan et les Émirats Arabes Unis (EAU) ont entrepris des programmes d'amélioration dynamiques de leurs VBC, qui sont fondés sur la technologie occidentale. Les cinq premiers pays nommés sont à la fois des producteurs et des utilisateurs, tandis que les trois derniers ne sont que des consommateurs. Ils emploient tous des techniciens occidentaux et de l'ancienne Union Soviétique pour mettre au point et intégrer cette nouvelle technologie.

On sait qu'à ce jour, la France, la Belgique, Israël et l'Afrique du Sud ont fourni ou offert des viseurs à imagerie thermique ou des systèmes de conduite du tir occidentaux pour les VBC de l'ancienne Union Soviétique. Plusieurs pays font la publicité de leurs produits durant les expositions interna-



BMP-3 avec l'imagerie thermique française SAT (la même que dans le char Leclerc).



Un PT 91 polonais avec l'imagerie thermique Israélienne.

tionales d'armes et dans les diverses publications internationales consacrées à l'équipement et à la technologie militaires. Les ventes de ces VBC améliorés aux pays du Tiers-Monde vont continuer d'augmenter.

Le BMP-3 récemment acquis par les EAU est un exemple de VBC de l'ancienne Union Soviétique qui est doté du viseur ATHOS TI produit par la Société Anonyme de Télécommunications (SAT) française. Le viseur est monté à l'extérieur, en arrière de la tourelle. En outre, des T-72 ou des variantes de ces derniers, dotés d'améliorations comme un viseur à imagerie thermique fabriqué en Belgique ou un système de stabilisation produit par une société française, sont en montre ou annoncés dans diverses expositions d'armes étrangères. D'autres sociétés, comme la société El-Op d'Israël, ont mis au point un coude de

viseur à imagerie thermique pour le char T-72 qui sera mis à l'essai cette année en collaboration avec la société polonaise PEO. Les Polonais ont aussi ajouté une tourelle Bofors de 40mm au BMP.

La vente de ces VBC améliorés à des pays instables pourrait avoir des conséquences incalculables pour les FC. L'ajout de viseurs à imagerie thermique et de systèmes de conduite de tir digital occidentaux aux VBC de l'ancienne Union Soviétique améliorera sensiblement leurs capacités d'acquisition de cibles et d'engagement d'objectifs et réduira par le fait même l'avantage technologique dont jouissaient les VBC modernes occidentaux. Si l'armée canadienne devait participer à des conflits comme la guerre du Golfe ou des conflits de faible ou de moyenne envergure (opérations d'établissement de la paix), elle pourrait faire face



La tourelle BOFORS 40mm sur un BMP polonais.

à des armes dont les capacités seraient égales ou supérieures à celles de ses alliés ou aux siennes.

Étant donné les prix bon marché auxquels les T-72 usagés sont offerts, soit entre 300 000 \$ et 400 000 \$ US, bien des pays du Tiers-Monde peuvent maintenant se permettre d'en acheter. Pour 300 000 \$ US de plus, ils peuvent se payer les améliorations dont il a été question ci-dessus. Ces pays pourraient donc acquérir un char quasiment identique au M1 Abrams, qui vaut environ 4 millions de dollars américains, et au T-80U russe, qui se vend 2,2 millions de dollars américains, pour un cinquième du prix ou moins. Cette situation pourrait entraîner la prolifération de VBC hautement technologiques et peu coûteux dans un bon nombre de pays qui ne pouvaient auparavant se permettre ce luxe. Il pourrait en résulter une intensification de l'instabilité politique et sociale dans bien des régions, ainsi qu'un accroissement des risques rencontrés au cours des opérations courantes et futures de maintien et d'établissement de la paix.

À titre de participant actif à un grand nombre de ces opérations, le Canada doit continuer de surveiller étroitement cette transmission de la technologie. Nous ne pouvons nous montrer suffisants et continuer de croire que l'Occident continuera à jouir d'une supériorité technologique sur ses futurs adversaires. Si le Canada devait participer de façon efficace à des opérations d'établissement de la paix, il doit être prêt à s'adapter à des VBC comparables à ceux de l'Occident et à se défendre contre eux.

Le capitaine Bradley travaille pour le Directeur – Attachés au QGDN. Les données de cet article proviennent du Directeur – Renseignement scientifique et technique.

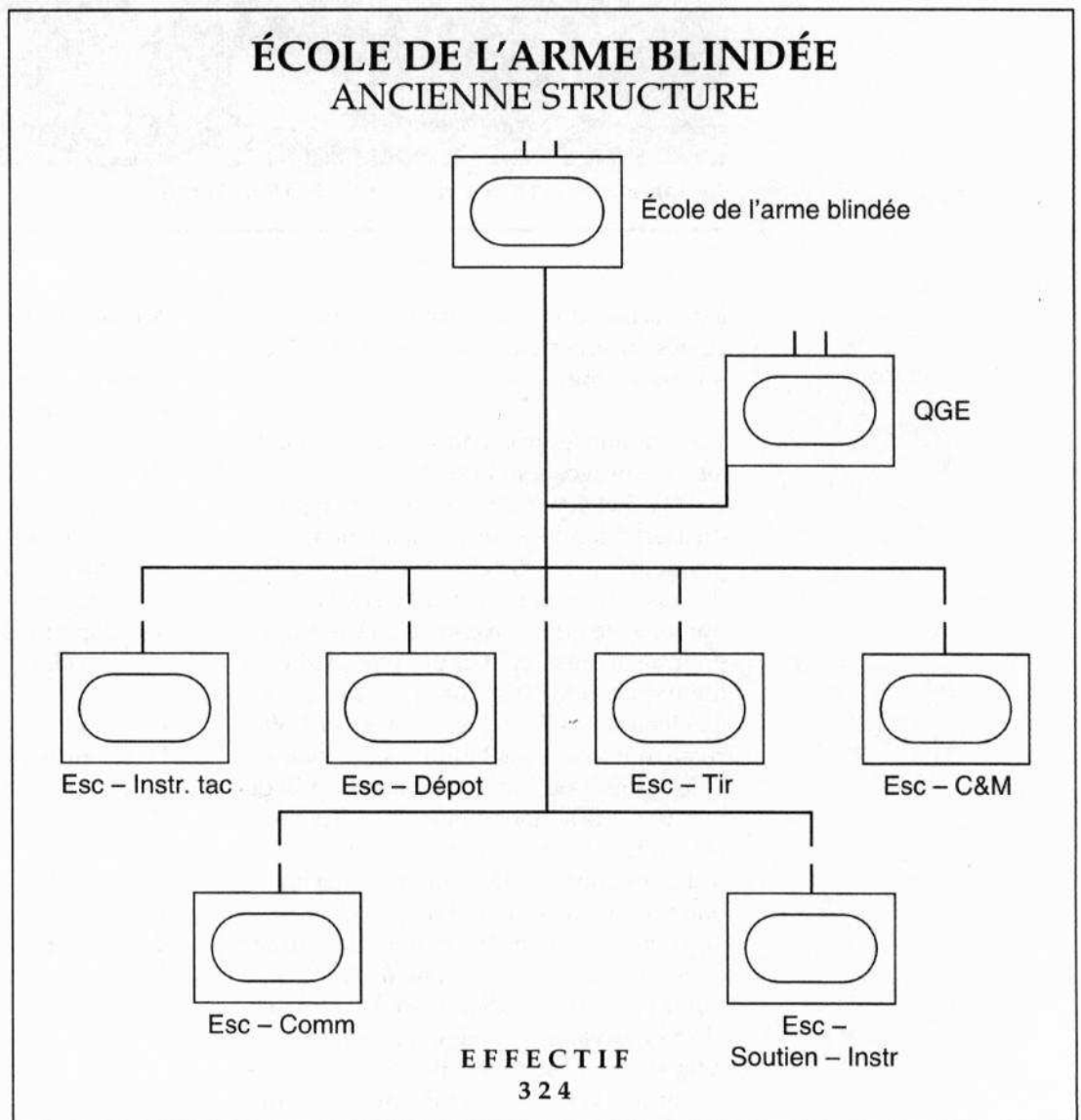
Capt J. Bradley est actuellement un Officier de Liaison pour le Groupement Régimentaire RCD à Visoko, en Ex-Yougoslavie. Auparavant, il était à Ottawa.

Réorganisation de l'École de l'Arme blindée

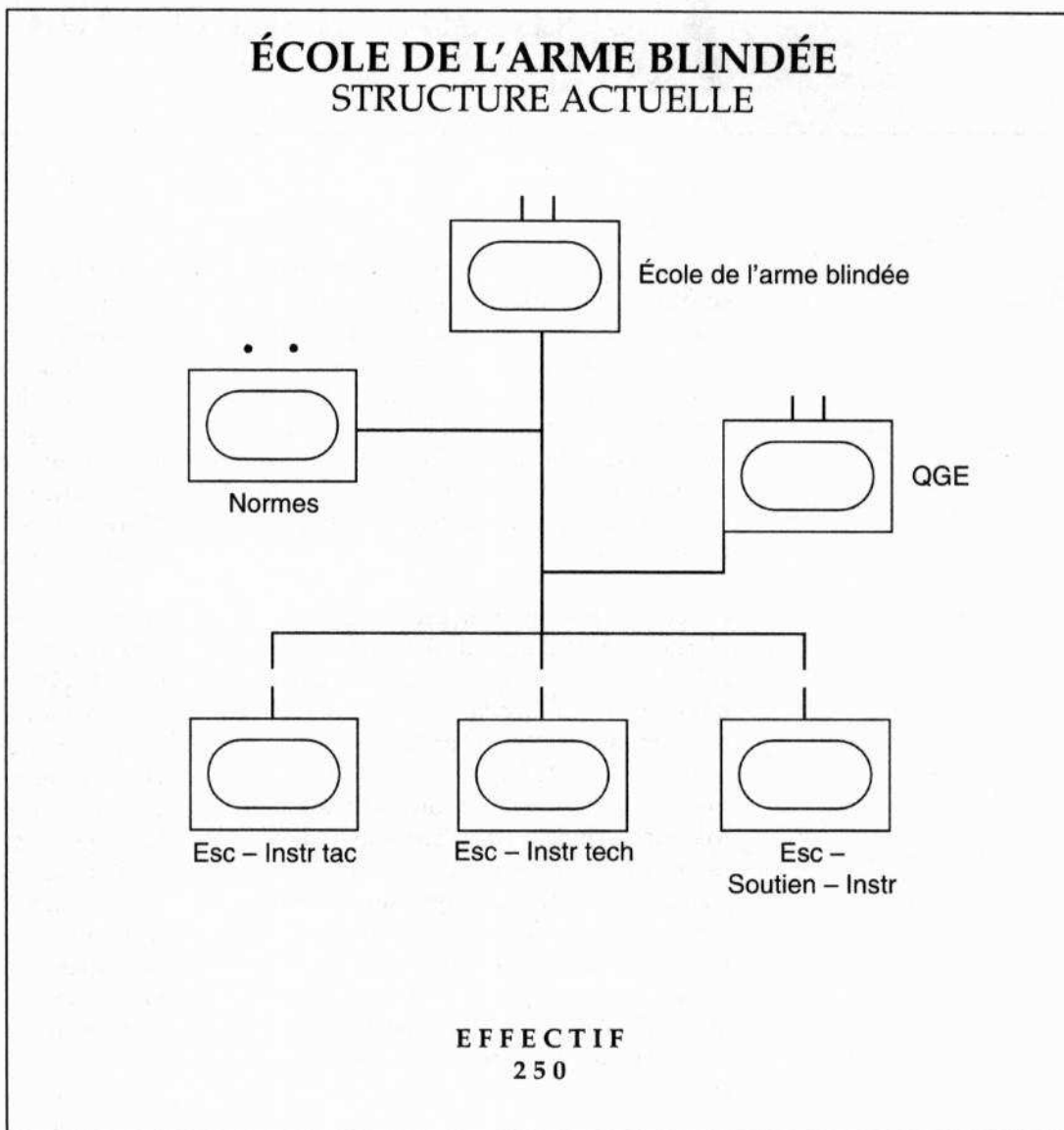
Par le capitaine M.R. Mitchell

Les coupures qui ont touché les Forces canadiennes n'ont pas épargné l'École de l'Arme blindée. Au cours des deux dernières années, l'École a en effet vu son effectif passer de 324 à 250 personnes et, par suite d'une augmentation des responsabilités des Cours nationaux (CN), sa charge

de cours a doublé. A cause de la réduction du nombre de ses employés et de l'augmentation de ses tâches, l'École de l'Arme blindée a tenté d'équilibrer son organisation de manière à accroître son adaptabilité et le regroupement de ses ressources.



ÉCOLE DE L'ARME BLINDÉE STRUCTURE ACTUELLE



Comme le montre l'organigramme ci-dessus, l'École compte maintenant trois escadrons au lieu de six. Les escadrons de tir, de conduite et maintenance ainsi que des communications ont été fondus en un Escadron d'Instruction Technique. Celui-ci comprend une troupe de conduite et maintenance, une troupe de tir - Cougar, une troupe de tir - Leopard et un section des communications. L'escadron du dépôt n'existe plus depuis que ses responsabilités d'instruction NQ3 ont été confiées à la nouvelle École de Combat de l'Arme blindée. L'Escadron d'Instruction Tactique et l'Escadron de Soutien à l'Instruction demeurent inchangés.

La réorganisation de l'École de l'Arme Blindée a démontré que regroupement et adaptabilité sont des principes valables; ils ont en effet permis d'accroître les méthodes d'affectations professionnelles du personnel, de favoriser la synergie en matière d'instruction, d'exploiter pleinement les ressources et de réduire le gaspillage. L'École de l'Arme blindée est parvenue à faire plus avec moins.

Capt M.R. Mitchell est, depuis la dernière année, l'O Ops à l'École de l'arme blindée. Auparavant, il était le CmdtA de l'Esc-Instr tech.

L'épuisement au combat

Par le Bgénéral Edward A.C. Amy (retraité)

Il y a quelques années, j'ai écrit un article sur un sujet de mon choix qui devait paraître dans une publication qui aurait eu comme public-cible des jeunes officiers en quête de conseils de tous genres. Cette publication n'a jamais vu le jour. Le sujet dont j'avais traité alors – l'épuisement au combat – pourrait toutefois intéresser aujourd'hui les lecteurs du Journal de l'Arme blindée.

J'ai écrit ce texte pour la première fois 37 ans après la guerre de Corée. Nos jeunes soldats n'avaient pas encore vécu les tensions qui règnent sur un champ de bataille. Plus récemment, par contre, certains se sont retrouvés sous le feu de l'ennemi en Yougoslavie, en Somalie ou au Rwanda. Même si la situation dans ces points chauds ne constitue pas véritablement la 'guerre' au sens connu de mot, le militaire qui essuie le tir ennemi considère quant à lui que c'est la guerre. Certains soldats parmi ceux qui ont été envoyés par l'ONU y ont sans aucun doute vécu une tension extrême ou, encore, sont possiblement devenus des pertes dues au stress.

Malgré l'importance de la technologie de pointe des armements et en dépit de tous les nouveaux équipements dont dispose l'armée, c'est le soldat qui, indiscutablement, demeure la principale ressource sur qui compter. Lorsqu'il est au front, il est vulnérable à divers actes de guerre et de situations hostiles, dont l'épuisement au combat. Rappelons les pertes inutiles d'excellents soldats pendant la Deuxième Guerre mondiale, dues à l'incompréhension fréquente de cet état physique à cette époque.

On s'est trop peu attardé à ce phénomène pendant les entraînements, qu'on appelait 'traumatisme dû au bombardement'

pendant la Première Guerre et 'perte neuro-psychiatrique' en termes médicaux, pendant la Deuxième Guerre. Cette négligence était due à l'impossibilité de simuler la tension d'une bataille, accompagnée de la peur constante d'une mort violente, deux éléments avant-coureurs de l'épuisement au combat. On dit que cette carence à l'entraînement n'existe plus, mais je doute de la véracité de cette affirmation.

Les vétérans des armes de combat n'établissent, à juste titre, que très rarement un lien entre l'épuisement au combat et la lâcheté ou la pathomimie (simuler la «maladie»). Il y aura par contre toujours des simulateurs et des lâches qui nuiront à la reconnaissance de ce trouble en feignant d'en être victimes. Dans les forces aériennes, on utilise l'expression 'manque de fibres morales' pour désigner cette forme d'épuisement. Ce terme ne peut être plus éloigné du concept qu'en ont les vétérans de l'armée de terre : la plupart ont vu de braves camarades succomber finalement à la fatigue du combat.

Des historiens militaires ainsi que des professionnels de la médecine ont écrit plusieurs documents sur ce sujet. Curieusement, et aussi malheureusement, un nombre infime de ces écrits a été produit par les vétérans eux-mêmes, les témoins et les victimes de ce phénomène.

Dans son article **Stress Casualties : Canadians in Italy 1943-45** (Les pertes de vies humaines dues au stress : les Canadiens en Italie de 1943 à 1945), W.J. McAndrew nous donne un aperçu de l'ampleur du problème : une perte de 507 soldats de l'infanterie parmi la 1^{re} Division canadienne entre le 28 novembre 1943 et le 12 février 1944, et 370 supplémentaires entre le

25 mars et le 17 juin 1944. Les pertes des autres armes n'ont pas été révélées.

J'y ai été confronté pour la première fois en 1943, à titre de commandant d'escadron en Italie. Le phénomène m'était parfaitement inconnu à cette époque. J'avais un opérateur radio des plus consciencieux dans mon char : il refusait d'accomplir sa pénible tâche de surveillance les soirs où les conditions atmosphériques rendaient les communications difficiles. Cette situation créait des tensions particulièrement insupportables lorsque l'ennemi était dans les parages. C'est justement lors d'un contact avec l'ennemi qu'il devint une victime du stress. Je n'ai rien pu faire : je ne connaissais pas cette maladie. Si les symptômes m'avaient été familiers, j'aurais peut-être pu intervenir.

Pour comprendre le phénomène de l'épuisement au combat, il faut savoir que chaque soldat, lorsqu'il est confronté au stress du combat, possède une endurance psychologique limitée. Lorsque la limite à l'endurance est atteinte, deux choses peuvent se produire : la tension diminue ou le soldat dépasse ses capacités de résistance et devient une victime du stress.

Pour un nombre indéterminé de raisons, un soldat peut être plus tendu qu'un autre dans l'attente de l'heure H. Ces niveaux de stress ont un rapport direct avec le stress additionnel que chacun a la capacité d'endurer pendant les combats. Paradoxalement, un soldat possédant un niveau moindre de stress à l'heure H peut atteindre le premier la limite de sa capacité de résistance. Le macho, lui aussi, peut y succomber plus rapidement que le faible. L'épuisement au combat n'épargne personne : tous les militaires des unités de combat y sont vulnérables, du cavalier au commandant.

Pour réduire les pertes au minimum, il faut demeurer alerte face aux symptômes en plus de connaître les facteurs qui conduisent le soldat vers la limite de ses capacités de résistance. Le livre de Farley Mowat, **And No Birds Sang** (Et les oiseaux se sont tus), nous fournit un parfait exemple

des facteurs en jeu car il a lui-même dépassé sa limite de résistance pour devenir une perte due au stress pendant la Campagne d'Italie.

Les vétérans le savent : un très grand nombre de facteurs entre en ligne de compte. En voici quelques-uns que j'ai pu identifier lorsque j'étais commandant d'escadron en Italie, en Normandie et dans le nord-ouest de l'Europe:

Une série de situations potentiellement mortelles.

La peur de mourir dans un char d'assaut en flammes.

Un manque de sommeil pendant une période prolongée.

La durée et l'intensité excessive des bombardements de l'ennemi.

Une opération soutenue sans pouvoir décompresser.

Un manque ou une perte de confiance envers les chefs.

Le sentiment de responsabilité de la sécurité des autres.

Le traumatisme d'avoir perdu un parent ou un ami intime.

L'incapacité de se détendre entre les périodes de grande tension.

Le niveau de stress à l'heure H.

L'inquiétude pour la famille.

Les symptômes sont faciles à déceler lorsque la relation entre le soldat et l'officier est bonne. La solution est de reconnaître le soldat qui se rapproche dangereusement de son seuil de résistance et de l'assigner à un tâche moins stressante. Cela n'est pas toujours possible. La décision devient parfois difficile à prendre, surtout si la victime est un chef de char.

D'après mon expérience personnelle, l'aide d'un médecin militaire est avantageuse pour le soldat car si la situation le permet et que le besoin s'en fait sentir, il peut exiger le retrait du soldat. L'angoisse se dissipe peu à peu chez le soldat à qui on annonce

sa consultation médicale. On l'avertit de la probabilité de son retrait temporaire du front si le médecin lui prescrit du repos ou, si celui-ci le juge approprié, de son retour parmi l'équipage.

Peu de cas de ce genre se sont produits. Le médecin et le militaire s'entretenaient alors en privé, en prenant une goutte de rhum médicinal si le médecin le jugeait approprié. Il m'annonçait ensuite la décision finale, soit le retour du soldat à son poste ou quelques jours de repos forcé. Jamais un soldat ne s'est plaint de la décision du praticien : les militaires ont heureusement confiance en son jugement et semblent rassurés par sa décision, quelle qu'elle soit. Les médecins militaires ne sont malheureusement pas tous dotés de ce rare talent. Dans ce cas, la décision du retrait des champs de bataille reste entièrement une responsabilité du commandant d'escadron.

Nous nous sommes familiarisés avec le phénomène et les victimes sont devenues de plus en plus nombreuses. Nous avons constaté que la meilleure façon de contrôler sa propagation était d'isoler pour une période déterminée les survivants de chars d'assaut détruits, en particulier les militaires qui



La perte d'un membre d'équipage peut laisser une forte impression sur les autres membres de l'équipage ou de la troupe.

sont sortis d'un char massacré et qui ont vu des camarades d'équipage y rester. Ce programme a aidé les copains du même échelon à combattre leur tendance et à se trouver du travail différent, hors d'un char d'assaut et plus sécuritaire. On a accordé la responsabilité de ces survivants à un sous-officier reconnu, parmi le régiment, comme étant un commandant et un guerrier remarquables. Sa tâche était de leur redonner la confiance et l'esprit combatif par des exemples et de la persuasion sensible. Une position tranquille de l'échelon fut choisie pour y insérer le groupe. À leur arrivée (ils étaient souvent en état de choc), on a donné à chacun une portion généreuse de rhum, un repas chaud et un lit sec. Aucun horaire ne devait être respecté. Le repos était de mise et chacun parfois entreprenait sa réhabilitation au moment où lui seul le jugeait opportun. Une partie des combattants est retournée au front, parfois sans succès. D'autres n'ont pas aussi bien entrevu l'avenir mais ont au moins évité de faire partie de la liste de pertes dues au stress.

EN RÉSUMÉ :

- a. Si le stress du combat n'est pas décelé avant de franchir la limite de résistance, il peut détruire n'importe qui, du plus fort au plus brave, sans distinction de rang. Les commandants de tous les échelons doivent rester alertes aux possibilités d'«infection» et doivent aussi comprendre ses conséquences potentielles.
- b. Il est difficile, voire presque impossible, de simuler ce phénomène à l'entraînement. Toutefois, les régiments peuvent établir et mettre en pratique des procédures pouvant réduire au minimum les risques de pertes de soldats dues à l'épuisement au combat.

*Bgen Edward A.C. Amy DSO MC (Retraité)
a été le Colonel Commandant de l'École de
l'arme blindé de 1949 à 1951 et le Colonel
Commandant le CBRC de 1977 à 1981.*

Le **M**agazine du Corps blindé

Par le Major M.R. McNorgan

HISTORIQUE

Formé le 13 août 1940, le Corps blindé canadien lance, en novembre de la même année, sa revue mensuelle intitulée : «The Tank Canada». Le mot «Canada» sert alors à différencier cette revue de celle que publie le Royal Tank Regiment.

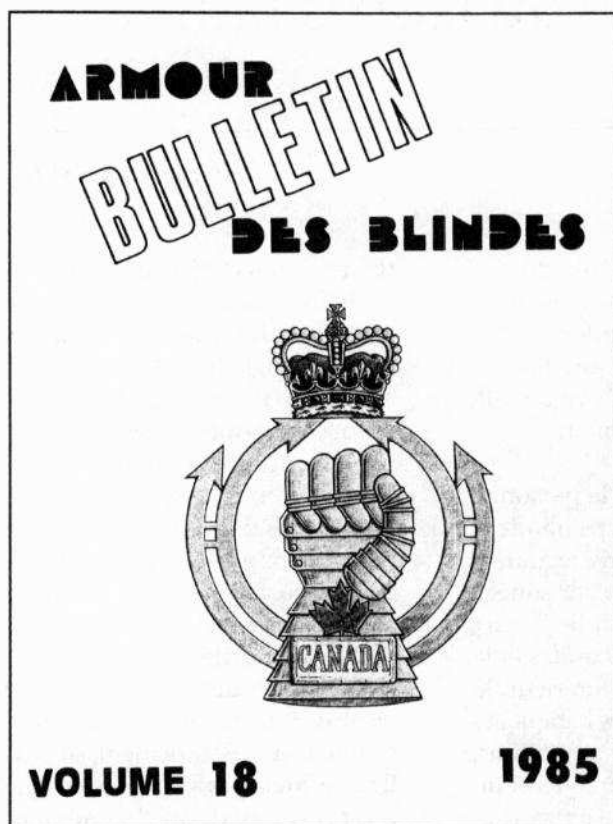
Préparée au Camp Borden par le personnel du Centre d'Instruction du Corps blindé canadien, imprimée par le Barrie Examiner et vendue 10¢ l'exemplaire ou 1\$ par année, la revue a pour but de maintenir le contact entre les membres de toutes les unités et le Corps en rapide évolution. À l'intérieur, le lecteur retrouve les notes sociales habituelles, les annonces de promotions, de mutations, de décès et de blessures, de mariages et de naissances de même que les résultats sportifs les plus récents. Les officiers signent des articles sur la guerre en cours, des points d'intérêt historique et les derniers développements techniques. Pour les membres du personnel du Centre d'Instruction, l'entreprise n'est pas nouvelle; en effet, ils ont déjà produit «The Tank Broadcaster», un journal interne ronéotypé. «The Tank Canada» est une revue tout à fait différente; elle a un fini très professionnel, y compris des dessins en page couverture qui vont de la représentation de l'insigne du Corps en 1940 et 1941 aux photographies topiques, de 1942 à 1945.

À la fin de la guerre, «The Tank Canada» publie son dernier numéro; il s'agit du numéro 7, volume 5, qui paraît en juillet 1945.

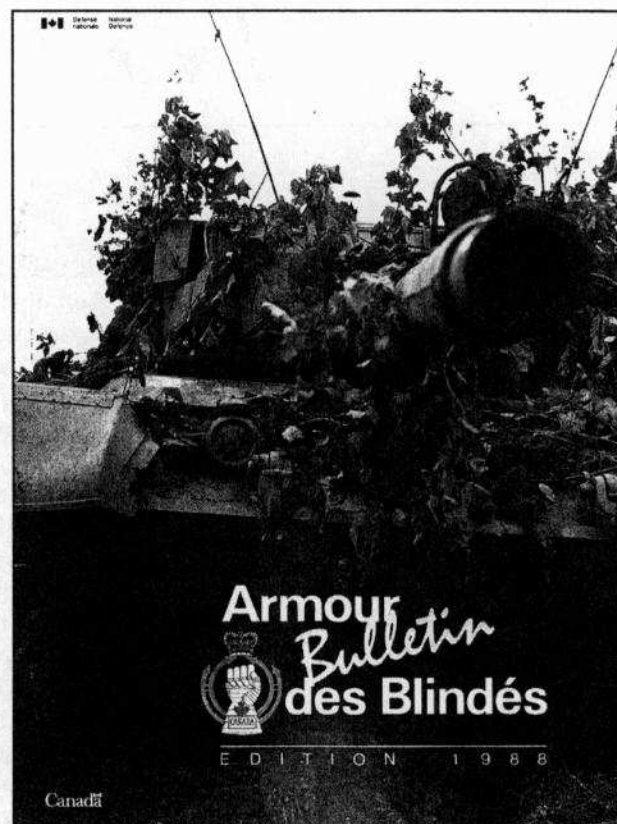
Vingt ans passent; en juin 1965, l'École du CBRC, commandée par le colonel S.V. Radley-Walters, publie le numéro 1 du «RCAC Bulletin», sous la direction du

rédacteur en chef, le major K.R. Black. Le Bulletin conserve, à plusieurs égards, les traditions de «The Tank Canada» mais, Dieu merci, la liste des morts et des blessés a disparu. Il renferme des chroniques de l'École, de même que des quatre régiments, sur les activités des unités au cours de l'année écoulée. On y retrouve également des articles d'ordre technique comme des évaluations au sujet des véhicules blindés en service. Dans son avant-propos, le colonel Radley-Walters mentionne : «Le champ d'activité du Bulletin est flexible. Il doit traiter de tous les aspects de l'instruction, des organisations, des responsabilités, de l'équipement, de la tenue, etc. Il ne se limite pas à la Milice ou à la Régulière. Il est conçu pour que les militaires de tous les grades du Corps profitent de l'information et aient une part de responsabilité quant à son contenu.» La publication annuelle change de nom plusieurs fois et devient, en 1966, «RCAC Review» puis, en 1972, «Armour Review». Sur la couverture de la plupart des éditions, apparaît l'insigne du Corps; les seules exceptions, sont le numéro 5 de 1969 où sont illustrés les 111 honneurs de guerre du CBRC et le numéro 6 de 1970 où figurent tous les insignes de coiffure du Corps. Le dernier numéro, le numéro 8, est produit au QGDN en avril 1973 sous la direction de l'adjuc R.J. Slaney.

En mai 1973, le concept du magazine du Corps des blindés renaît avec la parution du n° 1 du «Semi-Annual Bulletin». À l'instar de la plupart de ses prédécesseurs, le bulletin est produit à l'École, même si celle-ci appartient dorénavant à l'École des Armes de Combat. Le capitaine D.W. Prosser en est le premier rédacteur en chef. La notion de «semi-annuel» est respectée,



Cette page couverture a été en vogue pendant 12 ans.



Ceci est la page couverture de l'édition 1988 du Bulletin des blindés..

le numéro suivant ne paraissant que sept mois plus tard, en janvier 1974. À l'arrivée du Volume 3 en juillet 1974, le bulletin porte un nouveau nom : «The Armour Newsletter». Sur la page couverture des trois premiers numéros, un cavalier en selle portant une lance avec, en surimpression, l'emblème de l'École des Armes de combat. Au quatrième numéro, changement de présentation : une illustration couleur de l'insigne du Corps que l'on conservera pendant 12 ans! La parution du volume 8 en juillet 1977 marque le troisième changement de nom pour la publication qui devient de «Armour Bulletin/Bulletin des blindés», un retour au titre, utilisé en 1965. À l'automne 1992, le titre devient le «Armour Bulletin/ Journal de l'Arme blindée».

La taille du Journal varie : elle va d'un petit 38 pages (volume 11, janvier 1979) à un impressionnant 103 pages (volume

19, 1986). Ce dernier numéro est une édition spéciale publiée à l'occasion du 50^e Anniversaire de l'École. Sur la page couverture, on retrouve une reproduction de l'insigne original du Corps blindé canadien, celui qui figurait sur les premières éditions de «The Tank Canada».

Lorsque le capitaine J.L.M. Richard devient rédacteur en chef en 1988, il obtient la permission d'assister à une conférence des rédacteurs en chef à Ottawa. Les idées qu'il en ramène permettent de transformer l'allure du Journal. À partir du numéro 21, on retrouve sur la page couverture une photographie topique et, à l'intérieur de la publication, une présentation qui se rapproche davantage d'un magazine moderne. La majeure partie du travail de présentation et de conception se fait maintenant à Ottawa par le DSEG, ce qui donne une très agréable présentation. Dans les années passées, la

revue était emballée par paquets à Gagetown et acheminée au QGDN, au QG CFT, de même qu'aux unités de la Régulière et de la Réserve du Corps. De nos jours, outre ces arrangements, des dispositions ont été prises pour que le Journal soit envoyé aux membres à vie de l'Association du CBRC. Toute la distribution se fait maintenant à partir du Dépôt de distribution des publications des Forces canadiennes à Ottawa.

Jusqu'au printemps 1992, les articles publiés dans le Journal paraissaient dans leur langue d'origine. À partir du numéro 26, le Journal est complètement bilingue. Cela assure une diffusion plus vaste de tous les articles.

Les anciens numéros du magazine sont une source importante d'information sur le Corps et son évolution au fil des ans. On peut certes se demander où sont rendus les vieux numéros. Malheureusement, ils se font de plus en plus rares. L'École possède une série complète, sans doute la seule, qui remonte à 1973. Des séries incomplètes se trouvent à la BFC Gagetown et dans les bibliothèques du QGDN. Ce dernier possède en outre une collection partielle de la revue «The Tank Canada». L'École possède certains numéros du «RCAC Review»; il en est de même pour le Directeur de l'Arme blindée. Il y a vraisemblablement de nombreux anciens numéros au Musée du Corps à la BFC Borden. Celui-ci compte d'importantes archives des dossiers du Corps qui sont malheureusement conservés dans un bâtiment vétuste et fragile, très exposé aux risques d'incendie.

Parlons maintenant de l'édition d'aujourd'hui. Ce numéro n'est pas seulement l'oeuvre du dévoué personnel de l'École. Il représente également l'héritage de tous ceux qui ont travaillé à la publication du magazine du Corps blindé depuis 1940. Certains d'entre vous remarqueront que le bloc générique indique que le Journal est l'organe officiel du CBRC. Ces mots figuraient également dans le bloc générique de la revue «The Tank Canada» il y a un demi-siècle. L'éditorial rédigé à l'époque par le Lieutenant W.S. Thompson est toujours pertinent.

«Cette édition marque le début d'un magazine consacré exclusivement au Corps blindé canadien. La valeur d'une publication comme la nôtre se passe d'explication. L'idéal auquel ces pages sont consacrées est le maintien d'un contact entre les bataillons, l'instauration d'une meilleure compréhension et le développement de ce que les Français appellent «l'esprit de corps».»

Maj M.R. McNorgan travaille actuellement pour le Directeur de l'Histoire au QGDN. Auparavant, il était à la BFC Gagetown.